



■ République Française

Département de l'Oise
Arrondissement de Senlis
Ville de Creil

■ Arrêté du maire n°2020-051

Dérogation provisoire à l'arrêté général du 16 septembre 1994
modifié réglementant la circulation et le stationnement urbains

Le maire de Creil,

Vu les lois n° 82-213 du 2 Mars 1982 et n° 82-623 du 22 Juillet 1982 modifiées relatives aux Droits et Libertés des Communes, des Départements et des Régions,
Vu le Décret 83-1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'Administration et les Usagers,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-1,
Vu le code de la route et notamment ses articles R325-12, R417-9, R417-11 et R417-12,
Vu le code pénal,
Vu l'arrêté municipal en date du 16 septembre 1994 modifié réglementant la circulation et le stationnement urbains,

■ Considérant :

Que pour assurer la sécurité publique à l'occasion des travaux d'aménagement de voirie, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement, rue Benjamin Raspail, à compter du 24 février 2020,

■ Arrête :

Article 1 : A compter du lundi 24 février 2020 et ce jusqu'à la fin des travaux, la circulation et le stationnement subiront des restrictions rue Benjamin Raspail,

Article 2 : Ces restrictions consisteront, en :

- Une limitation de vitesse,
- Une circulation sur chaussée rétrécie voire interdite, selon les besoins du chantier, avec mise en place d'une déviation par les rues adjacentes,
- Un stationnement strictement interdit sur les emplacements matérialisés à partir du numéro 9 jusqu'à l'intersection de la rue de Beauvoisis.

Article 3 : Une signalisation réglementaire, posée à la diligence de l'entreprise chargée des travaux portera ces dispositions à la connaissance des usagers.

Article 4 : En cas de non-respect de cet arrêté, il pourra être procédé à la mise en fourrière des véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par les articles R325-12 et suivants du Code de la Route.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié et transmis à :

- M. le commissaire de police
- M. le chef du centre de secours

Article 7 : Monsieur le commissaire central, chef de la circonscription de police urbaine de Creil, monsieur le directeur général des services de la mairie de Creil, monsieur le directeur général des services techniques de la mairie de Creil, monsieur le directeur de la tranquillité publique et madame le chef de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens sis – 14, rue Lemerchier – 80011 Amiens cedex 01 dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle il est devenu exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Copie certifiée conforme
Pour le Maire et par délégation
Le Directeur général des services techniques

Jacques VILMONT

Hôtel de Ville - Place François Mitterrand - BP 76 - Creil - 60118 Creil
Tél. 03 44 29 50 00 / Fax. 03 44 29 50 02 / www.creil.fr / info@mairie-creil.fr

Jean-Claude VILLEMAIN
Maire de Creil,
Conseiller départemental de l'Oise

Creil le 18 février 2020